



## Chapitre I-10

### LOI SUR LES INGÉNIEURS FORESTIERS

Corporation. Noms. **1.** L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession d'ingénieur forestier au Québec constitue une corporation désignée sous le nom de « Corporation professionnelle des ingénieurs forestiers du Québec » ou « Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ».

S. R. 1964, c. 264, a. 1; 1973, c. 62, a. 1; 1977, c. 5, a. 229.

Interprétation: **2.** Les expressions suivantes employées dans la présente loi et dans les règlements adoptés sous son autorité, ont le sens qui leur est donné ci-après, à moins que le texte ne renferme quelque chose d'incompatible avec cette interprétation:

« Bureau »: 1° l'expression « Bureau » signifie le Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;

« membre de l'Ordre »: 2° l'expression « membre de l'Ordre » signifie un membre en règle dudit Ordre;

« l'Ordre »: 3° l'expression « l'Ordre » signifie l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;

« ingénieur forestier »: 4° l'expression « ingénieur forestier » signifie une personne exerçant les fonctions d'ingénieur et compétente à donner des conseils sur ou à surveiller, exécuter ou diriger l'exécution de tous les travaux suivants: l'inventaire, la classification et l'évaluation du fonds et de la superficie des forêts, la préparation des cartes et plans topographiques des forêts, l'aménagement, l'entretien, la conservation, la coupe, le reboisement, la protection des bois, des forêts, la sylviculture; la photogrammétrie forestière; l'exploitation, la vidange des bois, l'exploitation des forêts et autres ressources forestières; l'application des sciences du génie forestier à l'utilisation économique des bois; la préparation des cartes, devis, cahiers de charge, rapports et procès-verbaux se rapportant à l'aménagement de la forêt; tous les travaux de génie se rapportant à l'accomplissement des fins précitées et la préparation des plans relatifs à ces travaux;

« permis »: 5° l'expression « permis » signifie un permis délivré conformément au Code des professions et à la présente loi.

S. R. 1964, c. 264, a. 2; 1973, c. 62, a. 2; 1974, c. 65, a. 50.

Juridiction commune. **3.** Nonobstant ce qui précède, les membres de l'Ordre des ingé-

nieurs du Québec et de l'Ordre des ingénieurs forestiers auront une juridiction commune quant aux travaux de génie mentionnés dans la Loi sur les ingénieurs et compris dans l'expression «travaux de génie» employée dans la présente loi. L'exécution, à titre d'entrepreneur, de contremaître ou d'artisan, de tout travail, projet, développement ci-dessus mentionnés, élaborés, ou dirigés par un membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers, n'est pas considéré comme agir ou pratiquer comme ingénieur forestier. En ce qui concerne la coupe, l'abattage, le flottage et le transport des bois relatifs aux opérations forestières, la présente loi ne s'applique pas aux cultivateurs.

S. R. 1964, c. 264, a. 3; 1973, c. 60, a. 31; 1973, c. 62, a. 3.

Code applicable. **4.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions.

S. R. 1964, c. 264, a. 4; 1973, c. 62, a. 4.

Bureau constitué. **5.** L'Ordre est administré par un Bureau formé conformément au Code des professions.

S. R. 1964, c. 264, a. 6; 1973, c. 62, a. 6.

Règlements du Bureau. **6.** En outre des pouvoirs prévus aux articles 87 à 94 du Code des professions, le Bureau peut, par règlement:

a) fixer la date et le lieu de la tenue des assemblées du comité des examinateurs;

b) déterminer les conditions et les modalités d'admission à la pratique des membres de toute autre association d'ingénieurs forestiers ou de tout autre ingénieur forestier.

Entrée en vigueur. Les règlements adoptés par le Bureau en vertu de la présente loi entrent en vigueur conformément à l'article 95 du Code des professions.

S. R. 1964, c. 264, a. 7; 1973, c. 62, a. 7.

Conditions d'obtention de permis. **7.** A droit d'obtenir un permis celui qui en fait la demande et qui:  
a) est citoyen canadien ou se conforme à l'article 44 du Code des professions;

b) est titulaire d'un diplôme reconnu valide à cette fin par le gouvernement ou jugé équivalent par le Bureau;

c) a payé les honoraires fixés par les règlements du Bureau pour l'admission des membres dans l'Ordre;

d) s'est conformé aux conditions et formalités imposées par les règlements du Bureau.

Délivrance de permis. Le Bureau peut aussi délivrer un permis à celui qui, remplissant

les conditions fixées au paragraphe *a* du premier alinéa, s'est conformé aux règlements du Bureau et a établi sa compétence à la satisfaction du comité des examinateurs visé à l'article 8.

S. R. 1964, c. 264, a. 8; 1970, c. 57, a. 18; 1973, c. 62, a. 8.

**Comité d'examineurs.** **8.** Il est constitué un comité d'examineurs d'au moins cinq membres de l'Ordre résidant au Québec, qui est chargé d'examiner les candidats pour l'admission à la pratique du génie forestier.

**Choix des membres.** Trois de ces personnes sont choisies par le Bureau et les deux autres par la direction de la Faculté de foresterie et de géodésie de l'Université Laval.

**Quorum.** Trois membres du comité des examinateurs forment le quorum du comité.

**Réunions.** Ce comité se réunit au moins une fois par année, aux lieux et dates fixés par les règlements.

S. R. 1964, c. 264, a. 9; 1973, c. 62, a. 9.

**Assemblées.** **9.** La date et l'endroit de l'assemblée annuelle et des assemblées spéciales de l'Ordre, aussi bien que des assemblées du Bureau, sont fixés par règlements, ainsi que la manière de convoquer et de tenir les assemblées.

**Convocation.** À défaut de toute règle ou règlement concernant la convocation des assemblées de l'Ordre ou du Bureau, il est loisible au président, ou, dans le cas d'absence ou de décès du président, au secrétaire, de convoquer les assemblées pour la date et à l'endroit qui lui paraissent convenables, au moyen d'une circulaire envoyée par la poste à chaque membre.

**Assemblée annuelle.** L'assemblée annuelle de l'Ordre est tenue dans les neuf mois qui suivent la fin de son année financière.

S. R. 1964, c. 264, a. 11; 1973, c. 62, a. 11.

**Emploi du titre d'ingénieur forestier.** **10.** Nul ne peut au Québec prendre le titre d'ingénieur forestier, ni se servir d'un nom, titre ou désignation pouvant faire comprendre qu'il est ingénieur forestier, ni s'annoncer comme expert ou professionnel dans les matières de la compétence de l'ingénieur forestier, ni exécuter des travaux du ressort de l'ingénieur forestier à moins qu'il ne soit ou ne devienne, en vertu des dispositions de la présente loi membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

**Droit d'exercer.** Nul ne peut, au Québec, pratiquer ou exercer la profession d'ingénieur forestier dans le sens de l'article 2, à moins qu'il ne soit membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ou ne le devienne en vertu des dispositions de la présente loi.

**Réserve.** Nul n'agit contrairement aux dispositions de la présente loi, lorsque, sans prendre le titre d'ingénieur forestier et sans faire des tra-

vaux requis pour fins d'inventaire ou d'aménagement ou autres travaux dont l'exécution requiert la connaissance des sciences du génie, il exécute ou fait exécuter des travaux de protection des forêts contre les incendies ou des travaux de délimitation ou d'établissement des chantiers d'exploitation, ou des travaux d'exploration requis à cette fin ou d'autres travaux d'exploitation depuis et y compris l'abattage des arbres.

**Peines.** Toute personne qui contrevient au présent article est passible, sur poursuite sommaire, des peines prévues à l'article 188 du Code des professions.

S. R. 1964, c. 264, a. 12; 1973, c. 62, a. 12.

**Poursuites.** **11.** Une poursuite peut être intentée en vertu de l'article 10 par le procureur général ou, sur résolution du Bureau, par l'Ordre.

**Services professionnels.** Nulle personne, exerçant la profession d'ingénieur forestier telle que définie à l'article 2 sans en avoir le droit en vertu de la présente loi, ne peut réclamer devant un tribunal aucune somme d'argent pour services professionnels rendus en cette qualité.

**Matières jugées d'urgence.** Les actions intentées par les ingénieurs forestiers en recouvrement des sommes d'argent à eux dues pour services professionnels sont considérées comme matières qui doivent être instruites et jugées d'urgence conformément au Code de procédure civile.

S. R. 1964, c. 264, a. 13; 1973, c. 62, a. 13.

**Propriété des amendes.** **12.** Lorsqu'une poursuite est intentée en vertu de l'article 10 par le procureur général, l'amende perçue est versée au fonds consolidé du revenu; lorsqu'une telle poursuite est intentée par l'Ordre, l'amende perçue est versée à celui-ci.

S. R. 1964, c. 264, a. 14; 1973, c. 62, a. 14.

**Tableau.** **13.** Le secrétaire tient, conformément au Code des professions, un tableau contenant les noms de tous les membres de l'Ordre.

**Conditions d'inscription.** A droit d'être inscrit au tableau tout détenteur d'un permis qui a acquitté en totalité les cotisations exigibles par l'Ordre et qui n'est pas sous le coup d'une suspension ou d'une radiation.

S. R. 1964, c. 264, a. 15; 1973, c. 62, a. 15.

**Droits sauvegardés.** **14.** Rien de contenu dans la présente loi ne doit être interprété comme portant atteinte aux droits et privilèges conférés aux membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec, aux membres de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, aux universités du Québec et à l'École polytechnique de Montréal.

S. R. 1964, c. 264, a. 16; 1973, c. 62, a. 16.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 264 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-10 des Lois refondues.

® Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 264**

**Chapitre I-10**

**LOI DES INGÉNIEURS  
FORESTIERS**

**LOI SUR LES INGÉ-  
NIEURS FORESTIERS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 4	1 - 4	
5		Abrogé 1973, c. 62, a. 5
6	5	
7	6	
8	7	
9	8	
10		Abrogé 1973, c. 62, a. 10
11	9	
12	10	
13	11	
14	12	
15	13	
16	14	

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

